

Afghanistan : le probable réalisé¹.

De l'inutilité des sciences sociales en temps de crise.

Gilles Dorronsoro, IFEA/IEP Rennes.

*« Toute réflexion s'élabore nécessairement dans le rapport critique à d'autres réflexions. Et pourtant la « dispute » est stigmatisée dans un monde académique qui génère plus souvent le consensus de façade et l'assassinat en coulisse, l'« hyper-euphémisation » des jugements publics et l'extrême violence des « coups » ou des propos « privés », que l'intérêt ou la passion pour la discussion argumentée ou pour la critique vive des thèses (et non, comme on le pense, des personnes qui les soutiennent). La critique est respectable, il faut la réhabiliter. » Bernard Lahire, *L'homme pluriel*, Nathan, 2001, p. 11.*

Prévisions et paradigmes

Faute peut-être de télévisions – interdites par les Taliban -, les attentats du 11 septembre n'ont pas été immédiatement ressentis comme un événement majeur en Afghanistan et l'émotion qu'on trouve ailleurs est absente. La population, surtout dans les campagnes, a un problème autrement plus immédiat : la sécheresse. Une grande partie du pays est calme et les combats sont localisés dans quelques provinces. En effet, même si leur marginalisation internationale a été achevée avec la destruction des Bouddhas de Bamyân², les Taliban contrôlent alors

¹ Je remercie Micheline Centlivres-Demont et Pierre Centlivres d'avoir bien voulu lire une première version de ce texte.

² Sur la destruction des Bouddhas et la discussion sur leur appartenance au patrimoine afghan, voir Pierre CENTLIVRES, *Les Bouddhas d'Afghanistan*, Favre, 2001.

l'essentiel du territoire et les voyages entre les grandes villes s'effectuent sans difficultés. La radicalisation du régime est incontestable, mais bin Ladin a un rôle somme toute marginal dans la politique intérieure afghane. De réelles différences idéologiques l'opposent aux Taliban et il se heurte à la méfiance ou à l'hostilité de certains proches de mollah Omar qui le soupçonnent, à raison, de vouloir les sacrifier dans le cadre d'une stratégie plus vaste³. Malgré ces divergences, mollah Omar refuse de céder à la pression américaine et d'expulser bin Ladin. Pour l'Afghanistan, le «11 septembre» commence véritablement avec les bombardements américains et la séquence rapide d'évènements qui vont conduire au renversement des Taleban⁴.

La demande médiatique qui accompagne la crise amène la plupart des spécialistes de l'Afghanistan à intervenir publiquement et à proposer une interprétation des évènements qui constitue, en même temps, une prévision. Deux questions préalables se posent ici. Ces chercheurs, en effectuant des prévisions, outrepassent-ils les limites de leur compétence ? Non, de notre point de vue, puisqu'il n'y a pas de différence logique entre prédiction et « rétro-prédiction ». Expliquer un événement est toujours prévoir *a posteriori* en reconstruisant par modélisation, donc simplification brutale, des conjonctures et leurs évolutions possibles⁵. Le deuxième point tient au caractère fondé – ou non - des prévisions par rapport à l'état de la recherche. Notre hypothèse centrale est qu'une partie des prévisions était nettement en décalage avec les résultats communément admis, en raison de considérations extérieures au champ scientifiques.

Les interventions dans les médias tendent à caricaturer les

³ D'où les informations concernant un attentat aux Etats-Unis données peu avant le 11 septembre par le ministre des affaires étrangères des Taliban, Mottawakil.

⁴ Pour un récit des évènements voir William MALEY, *The Afghanistan Wars*, Palgrave, 2002.

⁵ Tout un courant épistémologique refuse cependant la notion d'explication et conteste la prétention des chercheurs à un discours différent de celui des acteurs. Sans vouloir entrer dans ce débat, on constate que, dans ce cas, les chercheurs ne tiennent pas ce discours relativiste et s'appuient, parfois à tort on le verra, sur leurs travaux pour argumenter leur position.

positions des uns et des autres – sans parler de l'absence de contrôle sur le texte diffusé -, c'est pourquoi j'ai utilisé de préférence des articles de revue et des livres⁶. Pour constituer un corpus, je me suis limité à quelques chercheurs et journalistes spécialisés à la marge du champ scientifique, qui représentent un éventail de positions suffisamment large. Le débat est structuré par les réponses à deux questions : verra-t-on la constitution d'une guérilla anti-américaine après la défaite militaire du mouvement Taliban ? Le retour à la fragmentation politique est-il plus probable que la reconstitution d'un Etat ? Dans une première interprétation, « Il est peu probable qu'une résistance résiduelle talibane s'installe » et la défaite des Taliban annonce « la disparition probable des mouvements islamistes radicaux en Afghanistan »⁷. L'opposition représente une alternative viable qui évitera le retour à la guerre civile et la présence américaine ne soulèvera pas de rejet significatif car « si le sentiment national a survécu à dix ans de guerre civile, il joue probablement en faveur de la coalition soutenue par les Etats-Unis » (Olivier Roy). Ce dernier annonce finalement la fin de la guerre : il n'y a « plus d'enjeu afghan, sinon symbolique »⁸. Dans un ensemble d'interprétations différentes, on anticipe le "maintien d'un fort courant fondamentaliste"⁹ et on estime que « l'intervention américaine a eu pour

⁶ Pour des raisons pratiques nous avons écarté les interventions orales, pourtant essentielles, ainsi que les textes des généralistes en relations internationales, des spécialistes de l'islam politique etc., sans compétence spécifique sur l'Afghanistan. Par ailleurs, les positions évoluent entre septembre 2001 et la fin de l'année 2002. Par exemple, Michael Barry s'est dans un premier temps fortement opposé à l'intervention américaine, dont il estimait qu'elle entraînerait une catastrophe pour l'Afghanistan. Il s'est ensuite rallié au camp « optimiste ». Mais, c'est finalement plus l'argumentation que les trajets personnels qui nous intéressent ici dans la mesure où nous ne cherchons pas à expliquer les prises de positions individuelles des chercheurs.

⁷ Maryam Abou ZAHAB et Olivier ROY, *Réseaux islamiques*, Autrement, 2002, p. 70 et p.68.

⁸ *Les illusions du 11 septembre*, Seuil, 2002, p. 32. Avec des nuances, William Maley, Barnett Rubin et Michael Barry sont également optimistes sur l'évolution de la situation.

⁹ Interview de Pierre CENTLIVRES, *Le Monde*, septembre 2001 et le même jour Gilles DORRONSORO, « De plus, l'importance du courant fondamentaliste parmi la population afghane est généralement sous

effet le retour à la fragmentation politique des années quatre-vingt-dix avec un possible retour à la guerre civile »¹⁰. Ces deux interprétations s'opposent enfin sur le succès de la stratégie de bin Ladin. Dans le premier cas, ce dernier est considéré comme perdant – « la campagne militaire d'octobre-novembre 2001 a donc affaibli considérablement les réseaux islamiques transnationaux »¹¹, dans le second cas, « en raison de la nature triangulaire du conflit, la défaite des Taliban n'assure pas *ipso facto* la victoire des Etats-Unis »¹².

La situation actuelle, bientôt deux ans après la chute des Taliban, invalide largement la première position. L'effondrement du régime Taliban a effectivement provoqué une résurgence de pouvoirs locaux, *de facto* indépendants du gouvernement de Kaboul, même s'ils s'en réclament verbalement. L'aide internationale et la présence de troupes étrangères n'a pas suffi à assurer la sécurité de la population et la reconstruction de l'Etat. Le gouvernement, lui-même très divisé, n'a pas d'autorité en dehors de la capitale et ne peut pas arbitrer les conflits récurrents entre chefs de guerre. La politique de modernisation libérale appuyée par l'ONU se heurte par ailleurs à de sérieuses résistances au sein même du nouveau régime et on constate le maintien d'un fort courant fondamentaliste. Harcelée par une guérilla adossée au sanctuaire pakistanais, l'armée américaine poursuit ses opérations militaires avec son lot inévitable de « dommages collatéraux » et se heurte à une population pachtounne de plus en plus ouvertement antagoniste¹³. Tous les observateurs s'accordent sur le fait qu'un retrait américain conduirait à des affrontements de grande ampleur. Enfin, al Qaida a trouvé un sanctuaire et une véritable base sociale sur la frontière afghano-pakistanaise où la popularité de bin Ladin estimée, notamment dans les régions pachtounnes du sud où se trouve Oussama Ben Ladin».

¹⁰ « Après les Taliban : fragmentation politique, hiérarchie communautaire et classes sociales en Afghanistan », *Cultures et Conflits*, janvier 2002.

¹¹ *Réseaux islamiques, op. cit.*, p. 71.

¹² *Cultures et Conflits, op. cit.* p. 1.

¹³ Une véritable bataille de propagande par tracts se déroule dans les régions pachtounnes. Les tracts représentant mollah Omar comme un chien ont d'ailleurs un impact probablement ambiguë quand ils sont largués par des forces non-musulmanes.

est remarquable, confirmant ainsi l'échec des Etats-Unis dans cette phase de leur «war on terrorism»¹⁴.

La discussion peut s'organiser autour de deux questions : la survie du mouvement Taliban et la dynamique conduisant à la fragmentation politique. En conclusion, on s'interrogera sur l'autonomie du champ scientifique.

Pourquoi les Taliban ont-ils survécu ?

« *Had the Taliban been an organic outgrowth of the Afghan society, they would have survived much longer, and a campaign of harassment of the new power holders would have begun immediately* » écrit William Maley qui définit ici le test sur lequel on peut s'accorder¹⁵. L'élément de preuve, la reconstitution des Taliban, était encore incertain en 2002, quand les observateurs constataient la disparition des Taliban comme mouvement organisé, mais ne fait plus de doute au printemps 2003. Une seule opération américaine, en mars 2003, a mobilisé plus de mille hommes autour de Qandahar et un fort soutien aérien contre une guérilla qui mène désormais des opérations quotidiennes contre les forces américaines ou ses alliés afghans. La plupart des armes saisies ne proviennent pas de stocks anciens, mais ont été récemment amenées du Pakistan. Ceci montre que, passé le choc et malgré des erreurs stratégiques majeures, le mouvement disposait de ressources suffisantes et d'une conjoncture suffisamment favorable pour (re)devenir en quelques mois une force régionale. En annonçant la disparition des Taliban, les observateurs ont finalement été trompés par le temps de l'Afghanistan, qui n'est pas celui d'une société industrielle. La concentration des moyens est difficile, le temps naturel joue encore beaucoup (ralentissement des opérations en hiver). Est-on d'ailleurs en présence du même mouvement ? Le lien est assuré par la présence des mêmes cadres, hier

¹⁴ Al Qaida représente un cas probablement unique de mouvement transnational (arabe), réussissant à trouver une audience en dehors de sa région d'origine.

¹⁵ William MALEY, *The Afghans Wars*, Palgrave, 2002, p. 267.

au sein du régime Taliban, aujourd'hui dans la guérilla. Nous manquons aujourd'hui d'éléments sur les modifications intervenues dans le mouvement qu'on se propose de nommer « neo-Taliban ». L'organisation est probablement plus décentralisée, le poids de mollah Omar étant peut-être moindre. Ils n'ont pas l'homogénéité idéologique et sociale des premiers Taliban et l'alliance triangulaire avec Hekmatyar et al-Qaida introduit une radicalisation et une idéologisation nouvelles¹⁶.

Il reste à expliquer l'effondrement des Taliban et leur disparition pendant quelques mois. Leur défaite est due à deux éléments essentiels. Le premier point concerne la dépendance militaire par rapport au Pakistan. Le retrait de tous les officiers de l'ISI (Inter Service Intelligence, les services secrets pakistanais) avant l'offensive américaine a porté un coup très dur à l'organisation militaire Taliban, dont les avancées tactiques étaient coordonnées par les officiers pakistanais. On tient là un élément central de leur effondrement militaire, aggravé par le choix d'une stratégie désastreuse. La puissance de feu américaine - certaines bombes lancées sur Tora Bora sont proches du nucléaire tactique – a détruit un appareil militaire incomparablement plus faible, qui a commis l'erreur de concentrer ses troupes les plus aguerries dans le Nord, où elles seront prises au piège et pour partie massacrées après leur reddition¹⁷.

Le second point concerne les tensions entre mollahs et tribus. Dans les régions pachtounes, les seules où le mouvement pouvait assurer le passage à une guerre de guérilla, les chefs tribaux s'opposent aux Taliban en raison de leur interprétation de la charia (interdiction de la culture de l'opium, des jeux, de la vendetta, statut plus favorable des femmes etc.).

¹⁶ L'assassinat de sang-froid d'un délégué du CICR en avril 2003 par les Taliban démontre ce point. Ces incidents étaient probables en raison de l'intégration croissantes des humanitaires dans le dispositif stratégique occidental, voir Gilles DORRONSORO, « Aide humanitaire et reconstruction de l'Etat en Afghanistan », *Humanitaire*, hiver 2001/2002, pp. 75-77.

¹⁷ Des milliers de Taliban et de combattants étrangers ont été massacrés par les milices d'un allié des Etats-Unis, Rachid Dostum. Pour ne pas gêner l'actuel gouvernement, les Nations Unies ont renoncé à mener une enquête. Des journalistes qui voulaient se rendre sur les charniers ont été menacés à plusieurs reprises et des témoins afghans assassinés et emprisonnés.

Leur ralliement aux Etats-Unis tient beaucoup aux incitations économiques (financements américains et reprise de la culture de l'opium). Ces groupes profitent de l'occasion pour prendre les villes quand l'appareil militaire Taliban disparaît et s'affrontent parfois à cette occasion. Ainsi, les combats pour la prise de Qandahar - plusieurs centaines de morts - ont opposé des milices entre elles. Cependant, le rôle des groupes tribaux n'est pas décisif : ils combattent peu - on le verra lors du fiasco à Tora Bora et dans la poursuite de mollah Omar - et cherchent surtout des profits économiques immédiats.

Trois questions étaient centrales dans l'interprétation du mouvement Taliban et de son devenir probable : l'autonomie par rapport au Pakistan, les liens transnationaux, l'enracinement et la capacité de mobilisation du mouvement. Les désaccords entre chercheurs portaient surtout sur le dernier point, et encore dans des limites assez précises.

Les relations avec le Pakistan faisaient avant le 11 septembre, l'objet d'un certain consensus chez les spécialistes. Contrairement au discours dominant des médias et aux analyses « géopolitiques », les Taliban n'étaient pas les instruments passifs des services secrets pakistanais, même si leur degré d'autonomie était apprécié différemment selon les auteurs. Ahmed Rashid tend à insister sur le poids de l'ISI (les services pakistanais), d'autres auteurs sont plus sensibles à l'enracinement local du mouvement. Quoi qu'il en soit, l'échec de la médiation organisée par les services pakistanais pour obtenir l'extradition de bin Ladin a montré que, sur une question vitale, le Pakistan était incapable de faire plier les Taliban. En fait, ces derniers avaient déjà manifesté une réelle indépendance à plusieurs reprises¹⁸, mais la compatibilité globale de leurs objectifs avec ceux de l'Etat pakistanais dissimulait les contradictions. Par ailleurs, la crise permet de vérifier que les Taliban étaient extrêmement dépendants du Pakistan sur un plan militaire et logistique, ce qui avait été clairement démontré par Anthony

¹⁸ Par exemple, l'attaque contre en Hérat en 1995, l'assassinat de Najibullah lors de la prise de Kaboul en 1996 et, bien sûr, la destruction des Bouddhas.

Davies¹⁹. Dans un cas au moins, les troupes pakistanaises sont directement intervenues dans un combat en Afghanistan (contre Taloqan en 2000). Nous avons noté, après un terrain en avril 2000, que sur un plan militaire les troupes Taliban étaient très peu organisés, alors que la centralisation était plus avancée dans d'autres domaines. En pratique, les groupes sur le front étaient largement autonomes et la hiérarchie militaire théorique. La présence des officiers pakistanais empêchait en un sens l'apparition d'un commandement afghan, mais ce manque renvoie d'abord à l'incapacité des Taliban à recruter dans les couches éduquées de la population.

Le second élément de relatif consensus était l'importance des solidarités transnationales, particulièrement avec le Pakistan. Les liens entre les Taliban et les madrasas pakistanaises ainsi que, plus largement, avec les courants fondamentalistes pakistanais avaient fait l'objet de nombreuses publications²⁰. Par ailleurs, dans les régions frontalières, les solidarités tribales, religieuses et commerciales jouent généralement de façon complémentaire²¹. "*The Taliban are effectively a transnational organization, reflecting the multifaceted links that have grown up over the last twenty years between Afghan Pashtuns and many parts of Pakistani society.*"²²

De façon prévisible, le « 11 septembre » a montré la force de ces réseaux. Des milliers de volontaires pour le *jihad* contre les Etats-Unis sont allés en Afghanistan, spontanément ou à l'instigation des partis fondamentalistes pakistanais et les réfugiés afghans entrant au Pakistan

¹⁹ Anthony DAVIES « How the Taliban became a military force », in William MALEY (ed), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, Hurst, p. 43 et s.

²⁰ Jamal MALIK, *Colonization of Islam. Dissolution of Traditional Institutions in Pakistan*, Lahore, Vanguard Book, 1996 ; Gilles DORRONSORO, « Les oulémas afghans », *Archives des sciences sociales des religions*, novembre 2001.

²¹ Gilles DORRONSORO, « La politique afghane du Pakistan et ses conséquences sur les provinces frontalières », *Etudes du CERI*, février 2002.

²² GHANI, Ashraf, MALEY, William, RASHID, Ahmed, ROY, Olivier, RUBIN, Barnett R., *Afghanistan: Reconstruction and Peacemaking in a Regional Framework*, 2000, p.9.

étaient accueillis comme des *mohajer* par la population frontalière. Dans le même sens, les élections de novembre 2002 au Pakistan ont montré une forte progression des partis fondamentalistes, jusque là marginaux dans les votes. Ces mobilisations, à la fois pro-Taliban, pro-bin Ladin et anti-américaines, sont particulièrement fortes dans les provinces frontalières du Baloutchistan et de la NWFP. La « talibanisation » de cette région²³ montre l'impact croissant de ce mouvement dans l'ensemble de la société pachtoune, afghane et pakistanaise. L'incapacité de l'Etat pakistanais à contrôler ces développements, malgré quelques financements américains pour réformer l'enseignement des madrasas, révèle cruellement les limites de l'ingénierie sociale, particulièrement quand elle est sous-tendue par des objectifs sécuritaires à court terme.

Le troisième point, plus controversé, concerne l'importance du courant fondamentaliste et la place des Taliban au sein de celui-ci. Faute de données fiables, il faut ici appeler à une nécessaire prudence, d'autant que sur un plan conceptuel, les notions de « légitimité » ou de « soutiens diffus » sont très difficiles à utiliser. Une première approche tend à faire des Taliban un mouvement étranger à la société afghane²⁴. Cette argumentation s'appuie sur leur formation au Pakistan et leur rupture par rapport aux normes tribales dominantes en milieu pachtoune. La terreur est mise en avant pour expliquer le contrôle du mouvement sur la population. Une seconde approche, sans nier l'élément de contrainte et de violence, insiste sur leur capacité de mobilisation et les éléments de continuité avec le courant fondamentaliste afghan.

Le post 11 septembre confirme en premier lieu un soutien dans certains segments de la population pachtoune et un rejet massif ailleurs. Ainsi, après l'effondrement du régime, il n'y a pas de stigmatisation des Taliban dans les régions pachtounes. En pratique, ces derniers déposent les armes et « disparaissent », beaucoup rejoignent en fait leur *madrasa*. Le principal dirigeant Taliban, mollah Omar, est protégé par la population

²³ Le terme n'est pas trop fort : les musiciens sont victimes de pression de la part des autorités, les journalistes hommes sont interdits dans les compétitions sportives féminines etc.

²⁴ Maley (ed), *op. cit.* p.23 et s.

dans sa région d'origine, de même que la plupart des commandants, actifs aujourd'hui dans la guérilla anti-américaine. Du point de vue des processus de mobilisation, les mollahs apparaissent dans la crise comme les relais prioritaires des Taliban. Les religieux mobilisent dans les milieux pachtoune et fondamentalistes, qui ont des intérêt matériels et idéologiques au maintien des Taliban, mouvement qui par son recrutement rural a un caractère révolutionnaire. Cette mobilisation fonctionne en raison des clivages qui traversent la société afghane : ethnique (pachtoune contre les autres), social (ruraux fondamentalistes contre éduqués urbains). A l'inverse, dans le nord, les Taliban n'ont pas de soutiens, mais le conflit est d'abord communautaire et touche les Pachtoune autant que les Taliban comme tels. A Kaboul, où les Taliban avaient été initialement bien accueillis, le rejet est massif dans les couches éduquées. L'opposition est ici communautaire et sociale, car les éduqués et les persanophones, particulièrement les Panjchiris, étaient victimes de discriminations.

Les évolutions observées ces derniers mois confirment aussi la persistance du courant fondamentaliste, qui prospère y compris au sein du pouvoir actuel. L'anti-occidentalisme n'est pas le monopole de l'opposition armée et le maintien, voire la progression du courant fondamentaliste, se fait au détriment de l'islamisme modernisateur. L'évolution du Jamyat est symptomatique de cette tendance. De fortes résistances sont observables contre les mesures de libéralisation impulsées par l'ONU et les ONG. Le chef de la court suprême afghane, Shinwari, a ainsi interdit les TV satellites, et maintient une interprétation conservatrice de la charia proche de celle des Taliban. Des pressions ouvertes ont eu lieu contre les femmes présentes dans le gouvernement et le port de la *burqa* est toujours la norme en raison de la pression sociale. Par ailleurs, après l'effondrement des Taliban, on a vu réapparaître les différences régionales, en partie gommées par les Taliban. Les pratiques quotidiennes ont peu évolué dans le sud pachtoune, où les filles vont très peu à l'école. Le Hazarajat est sous la domination du Hezb-i wahdat, dont les cadres sont tous des religieux, et dont l'idéologie est cléricale et fondamentaliste. A l'inverse, la bourgeoisie de la capitale a retrouvé des

espaces de liberté, aidée par la formation d'une bulle humanitaire. Hérat sous l'autorité d'Ismaël Khan est dans une situation intermédiaire avec un assouplissement du fondamentalisme Taliban, mais le maintien de règles strictes.

A ce stade, l'autonomie par rapport au Pakistan et la solidité des réseaux transnationaux étaient des hypothèses consensuelles dont on pouvait déduire une forte probabilité de survie du mouvement Taliban. Pour ce qui est de l'enracinement du mouvement Taliban, l'évolution depuis le 11 septembre valide la thèse d'un courant fondamentaliste mobilisateur dans des groupes sociaux spécifiques (ruraux et Pachtounes). L'espace laissé aux Taliban naît également de l'échec de la reconstruction de l'Etat, phénomène qu'on analysera maintenant.

Fragmentation ou reconstruction de l'Etat ?

Les prévisions opposées, continuation de la guerre civile ou reconstruction de l'Etat, mobilisaient explicitement ou implicitement un certain nombre d'hypothèses sur les processus de fragmentation politique.

Premièrement, l'opposition était divisée selon des lignes de fracture idéologiques, sociales et communautaire qui, tendanciellement se recourent dans les années 90. L'opposition n'a jamais formé une alliance assez large pour être une alternative nationale aux Taliban. En effet, la logique de concurrence entre des unités politiques (commandants, partis) a pour conséquence une régionalisation/ethnicisation croissante avec des élites politiques socialement différentes selon les régions. Le jeu de concurrence politique entre les acteurs en Afghanistan conduit en effet à une concentration du pouvoir au profit des acteurs qui ont la capacité à accumuler des ressources et donc une plus grande probabilité de survie²⁵. Mais, en raison des différences dans les structures sociales, les élites politiques et les formes de concentration sont différentes selon les régions. Dans les régions pachtounes et au Hazarajat, les mollahs

²⁵ Ce type de concurrence par accumulation du capital a été décrit par Norbert Elias. La question, complexe, de savoir si les puissances extérieures accélèrent ou freinent la concentration ne sera pas traitée ici.

apparaissent comme les seuls à pouvoir construire des organisations politico-administratives (relativement) complexes. Les Taliban sont un exemple particulier de ce modèle, mais loin d'être le seul, ni le premier. Au Nord, les éduqués construisent des organisations complexes (typiquement Massoud). Cette régionalisation fonctionne aussi comme ethnicisation à partir du moment où les partis politiques ont des bases de plus en plus homogènes. Ainsi, *"Thus far, however, Massoud is the only leader who counts in this group (l'opposition aux Taliban G.D.) and has increasingly surrounded himself solely with Panjsheris. These include some of the most talented people still in Afghan politics in Afghanistan, but they have an extremely narrow ethnic and political base"*²⁶. Dans quelques cas, les partis développent des discours ethno-nationalistes en rupture avec le thème du *jihad*, dominant dans les années 80. Les massacres qui ont eu lieu en 1997 et 1998 à Mazar-i Sharif étaient un signe clair des tensions communautaires qui s'étaient développées dans le Nord.

Deuxièmement, l'appareil d'Etat était extrêmement faible. Pour certains auteurs, les Taliban reconstruisent un centre politique, pour d'autres ils n'ont pas de projet véritablement politique. *"The Taliban are not a political group that took over an existing government; they are a movement that is building a weak but centralized state"*²⁷. Quoiqu'il en soit, notamment du fait des difficultés économiques, le nombre de fonctionnaires très réduits et ceux-ci très mal payés. En dehors même du sommet de la hiérarchie et du judiciaire, l'administration Taliban était largement dominée par les mollahs. Il était clair qu'un effondrement du régime entraînerait une disparition des structures centralisées. Il n'y avait pas, le point est central, d'organisation nationale alternative aux Taliban.

Troisièmement, on connaît les effets ambigus de l'aide internationale dans les situations de guerre civile. L'histoire afghane du XIX^{ème} siècle et du XXI^{ème} montrent que la concentration du capital, nécessaire à la formation de l'Etat, peut être en partie amenée par une

²⁶ GHANI, Ashraf, MALEY, William, RASHID, Ahmed, ROY, Olivier, RUBIN, Barnett R., *op.cit*, p.14.

²⁷ GHANI, Ashraf, MALEY, William, RASHID, Ahmed, ROY, Olivier, RUBIN, Barnett R., *op.cit*, p.15.

aide extérieure. Mais les interventions directes ont des effets complexes et souvent défavorables à la construction de l'Etat. Dans le cas de l'aide humanitaire, les effets de renforcement de la segmentation avaient été largement décrits²⁸. Parce que les ONG sont elles-mêmes en concurrence elles tendent à rechercher des partenaires afghans et à limiter la coopération entre elles. Deux points sont ici importants. Les ONG tendent à doubler les structures d'Etat et souvent à les affaiblir, notamment en passant des accords avec les autorités locales. Par ailleurs, les ONG attirent, du fait de salaires supérieurs, les cadres les mieux formés. On peut ajouter que l'aide internationale est très généralement irrégulière dans son financement et favorise les anticipations irrationnelles. Par ailleurs, les effets d'une occupation étrangère, plus difficile à modéliser, pouvaient être *a priori* perçus comme un risque important, dans un pays qui a connu une occupation soviétique et dont l'histoire s'est largement écrite en réaction aux interventions extérieures.

A partir de là, on pouvait supposer des conflits entre les partis de l'alliance anti-Taliban, des tensions communautaires fortes dans le Nord et la résurgence des pouvoirs locaux. C'est précisément ce qui s'est passé. Au sud, faute d'organisation alternative aux Taliban, les commandants locaux, sans appartenance partisane, ont repris localement le pouvoir. Au nord, des organisations politiques reprennent le pouvoir, mais elles sont en concurrence et surtout ont une base très locale, ouvertement ethnique ou *de facto* communautaire. On a donc la reconstitution d'une carte politique largement identique à celle du début des années 90.

Cette fragmentation initiale étant inévitable, pouvait-on passer rapidement à une logique de compromis entre les partis pour reconstruire l'Etat ? La prévision, au moins avant fin 2001, était plus difficile en raison de l'impact direct de la stratégie choisie par les Etats-Unis. La consultation d'une « loya jirga », assemblée soi-disant traditionnelle²⁹, pour nommer un

²⁸ CENTLIVRES, Pierre, et CENTLIVRES-DEMONT, «Etat, islam et tribus face aux organisations internationales. Le cas de l'Afghanistan », *Les Annales*, n°54, juillet-août 1999, pp. 945-967. DORRONSORO Gilles, “ L'aide humanitaire en Afghanistan ”, *Cultures et conflits*, automne 1993.

²⁹ « Despite the best efforts of the Special Independent Commission for the

gouvernement provisoire a essentiellement été un exercice médiatique. Les Etats-Unis ont en fait imposé Hamid Karzai contre une majorité de délégués qui souhaitait le retour du roi, avalisant par ailleurs la domination d'un groupe, le Jamiyat, dans la capitale. L'idée que les partis pouvaient trouver un intérêt à reconstruire collectivement des institutions nationales ne s'est pas révélée juste en raison de la conjonction de deux dynamiques. Premièrement, les partis ont une base économique et politique essentiellement régionale. De plus, la présence des forces américaines est jusqu'ici allé dans le sens de la fragmentation. En effet, faute de vouloir engager un nombre important de soldats au sol, les Etats-Unis travaillent avec des milices locales, qu'ils financent et arment. Les Etats-Unis tendent à multiplier les accords avec les forces régionales pour se concentrer sur la chasse à al-Qaida, ce qui est profondément contradictoire avec la centralisation, qui passe par l'élimination des pouvoirs régionaux. Par ailleurs, et de façon prévisible, la continuation des opérations militaires entraînent régulièrement des pertes civiles. Celles-ci sont d'autant plus mal acceptées qu'elles ne sont ni reconnues, ni indemnisées par les Etats-Unis³⁰. Deuxièmement, il n'y a pas de participation équilibrée aux institutions nationales. L'idée d'un équilibre communautaire au sein du nouveau gouvernement était par ailleurs difficile à réaliser car il n'y a pas de représentation des Pachtounes au sein d'un parti dominant, comme Dostum pour les Ouzbeks, le Hezb-i wahdat pour les Hazaras et le Jamiyat pour les persanophones du Nord-Est³¹. De plus, les tensions communautaires dans le Nord, et le nettoyage

Convening of the Emergency Loya Jirga ("Special Commission") and the United Nations, warlords have infiltrated and manipulated the process for selecting the meeting's delegates, and will attend the meeting in large numbers or act through proxies ». Human Rights Watch Briefing Paper, *Afghanistan: Return of the Warlords*, June 2002, p. 2.

³⁰ Dans le dernier incident en date, un bombardement a tué 11 civils dans la province du Paktya (le 10 avril).

³¹ Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont signalent avoir « entendu avec surprise à Kaboul le récit mythique d'un Massoud à ascendance pachtoune, signe qu'il peut être accepté par certains Pachtounes comme héros et martyr national supra-ethnique » (communication personnelle avril 2003). Cette généalogie imaginaire peut être interprétée comme un signe de dépossession des Pachtounes qui tentent de réconcilier leur statut antérieur avec la domination de fait des

ethnique dont sont victimes les Pachtounes³² se fait avec la tolérance ou la complicité des deux principaux soutiens du gouvernement, le Jamiyat et le Jombesh, sans que Hamid Karzai ait la volonté ou la possibilité d'intervenir. De ce point de vue, l'importance croissante du Hezb-i islami d'Hekmatyar, qui apparaît, à égalité avec les Taliban, comme l'organisateur de la guérilla anti-américaine est symptomatique. Ce parti a fait un virage progressif vers le nationalisme pachtoune dans les années 90, ce qui est un effet de la régionalisation engagée depuis une quinzaine d'années. Il n'y a plus de hiérarchie communautaire implicitement acceptée et le sentiment national lui-même se définit de plus en plus explicitement par rapport à l'ethnicité, d'où une aggravation des tensions inter-communautaires.

Par contre, le rôle de l'aide à la reconstruction est conforme à ce qu'on pouvait en attendre. Les ONG travaillent prioritairement avec les pouvoirs locaux et donc les renforcent. Par ailleurs, les ONG sont dans des rapports de concurrence comme des PME et refusent le plus souvent d'être intégrées dans les institutions (pour des bonnes et des mauvaises raisons). De plus, les ONG opèrent peu dans les régions pachtounes et accentuent donc une redistribution particulièrement inégalitaire des ressources.

L'autonomie du champ scientifique

Les débats ne sont jamais clos, mais un consensus provisoire peut émerger sur quelques points et, sans être un test à la manière des sciences exactes, les événements post-11 septembre ont invalidé certaines thèses³³. La fragmentation politique est désormais un fait,

Panjchiris.

³² Les Pachtounes fuient surtout les provinces du Faryab, Jozjan, et Badghis, *Afghanistan: Monthly review*, April, 2003.

³³ Sachant que les sciences sociales, sur certains points essentiels, relèvent d'une épistémologie non-poppérienne, il n'y a pas falsification simple d'un paradigme, voir Jean-Claude PASSERON, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Nathan, 1991.

l'échec de la construction de l'Etat est reconnu, le retour des Taliban est indéniable. Des hypothèses *ad hoc* sont toujours imaginables pour sauver les prévisions invalidées, mais elles doivent montrer que certains événements n'étaient pas probables et constituent en fait un changement dans l'environnement du modèle. Certains événements relèvent en effet du hasard. Bin Ladin aurait pu mourir à Tora Bora - il est d'ailleurs peut-être mort peu après -, mais al-Qaida est d'abord une organisation, ou plutôt, un ensemble d'organisations, et les évolutions actuelles tiennent assez peu aux réseaux de militants étrangers qui se sont reconstitués sur la frontière. En effet, les combats actuels mobilisent des Afghans pour des enjeux sociaux et idéologiques afghans et c'est bien le succès de bin Ladin d'avoir entraîné les Etats-Unis à s'impliquer directement dans une guerre civile. La question des erreurs – l'utilisation de moyens inadaptés par rapport à une fin - est une autre argumentation, particulièrement complexe à mettre en oeuvre. On peut en particulier débattre de la possibilité d'une autre stratégie américaine : si les Etats-Unis avaient pris la capitale et installé un pouvoir indépendant des groupes armés, la reconstruction de l'Etat avait-elle plus de chance de réussir ? Quid d'une ISAF élargie pour assurer la sécurité des grandes villes, et pas seulement de Kaboul, ce qui renvoie là aussi à un choix américain ? La stratégie américaine s'est révélée un fiasco dans la phase de reconstruction, mais il reste que le contrôle des campagnes a toujours été un objectif pratiquement illusoire avec 10 000 hommes – et personne n'a envisagé une occupation plus large. Dans ces conditions, on voit mal comment il aurait été possible d'empêcher le retour des pouvoirs locaux. Enfin, rappelons que les opérations de Nation Building ou de State Building ont très généralement été un échec, même dans des conditions moins difficiles, et on voit mal quelles étaient les conditions particulièrement favorables dans le cas de l'Afghanistan. Par contre, les erreurs dans la façon dont les opérations militaires ont été menées dans les régions pachtounes et les déséquilibres dans la représentation des communautés au sein du gouvernement auraient pu être, au moins en partie, évités. Une dernière stratégie d'argumentation consiste à parier sur des effets différés : la reconstruction de l'Etat est en cours, le désordre actuel est

transitoire. Dans ce cas cependant, il resterait à expliquer cette « phase intermédiaire » qu'on doit refuser de penser - dans un schéma développementaliste - comme une étape nécessaire. La concentration des ressources pour construire un Etat n'est pas un phénomène « naturel » ? Aujourd'hui, les pouvoirs locaux ont des ressources plus stables (douanes, contrebande, opium) que le centre (une aide internationale en déclin) et s'appuient sur des Etats avec lesquels ils ont des relations clientélistes (Russie pour le Jamiyat, Etats-Unis pour la plupart des groupes notamment le Hezb-i Wahdat, Iran pour Ismaël Khan à Hérat). Une concentration des ressources au profit de l'Etat afghan est possible en quelques années, mais on en voit mal les prémisses aujourd'hui.

Pourtant, les chercheurs étaient loin d'être dépourvus d'instruments intellectuels pour prévoir le cours des événements après l'invasion américaine. La probabilité d'arriver à la situation actuelle - le retour à la fragmentation et une guérilla anti-américaine – aurait dû être soulignée, même si elle allait contre les attentes politiques et médiatiques. Trop souvent, des mythes ont servi à pallier les faiblesses logiques de certaines démonstrations, par exemple la « libération » de l'Afghanistan sur le mode de la libération de l'Europe en 44, qui permet de gommer toute la complexité des oppositions sociales et le caractère douteux de certains alliés mis en place par les Etats-Unis. Le fonctionnement idéologique qui sous-tend nombre d'analyses tend en pratique à éliminer la complexité des choix moraux en supposant des coïncidences proprement miraculeuses. Ainsi, le régime des Taliban est moralement condamnable, les Etats-Unis ont le droit de faire la guerre - deux prémisses justes³⁴. De là, on en conclut - à tort - que la victoire américaine amènera la paix et la prospérité aux Afghans. Dostum, est-il plus recommandable que les Taliban, du seul fait que ses crimes de guerre sont aujourd'hui couverts par les Etats-Unis et l'ONU ? La réponse n'a rien d'évident et ce n'est pas le rôle des chercheurs de dissimuler ces complexités. De même, le « mythe Massoud » a été construit avec une reformulation politiquement

³⁴ Reste que si les Etats-Unis avaient le droit juridiquement et moralement de lancer des opérations armées – si l'on suit par exemple Michael Walzer – le refus de respecter le droit de la guerre est inexcusable (torture des prisonniers, enlèvements et détention de suspects à Guantanamo).

correcte de sa biographie, où ses convictions islamistes disparaissent opportunément, sans prise en compte de l'importance du courant fondamentaliste dans son parti et de l'étroitesse de sa base sociale. En refusant d'assumer l'acquis de la recherche, les chercheurs se sont trop souvent interdits de penser l'espace du possible, qui est celui du débat politique.

Ceci nous amène à la question suivante : pourquoi une grande partie des prévisions ont-elles sous-estimé ces facteurs ? Les principaux obstacles semblent avoir été d'ordre social plus qu'intellectuel. Cette question permet un retour critique sur l'imbrication des discours scientifiques et sociaux. Il n'y a pas en effet de frontières nettes entre les deux univers, les journalistes et les « intellectuels universels » lisent les spécialistes de l'Afghanistan qui se positionnent politiquement ou, au minimum, prennent positions dans les médias etc. Pour Giddens, la frontière entre ces deux ordres de discours est structurellement floue, alors que Bourdieu, dans une tradition plus durkheimienne, tient à la rupture entre les deux ordres. Pour nous, cette conjoncture de crise a ceci d'intéressant qu'elle met à jour les limites de l'autonomie du champ scientifique et les conditions favorables pour que la frontière se brouille : une demande sociale forte et ponctuelle, un champ scientifique peu structuré. Ceci est une autre façon de décrire l'évolution du métier de chercheur avec une importance croissante des financements tournés vers l'expertise et le multipositionnement de plus en plus fréquent qui tendent à transformer le processus de recherche lui-même. L'absence de débat collectif et la prégnance des stratégies individuelles explique aussi l'échec des chercheurs comme collectivité. Il n'y a pas eu de tentative pour faire passer un message en commun (et non commun).

Si nos analyses sont justes, l'Afghanistan est maintenant dans une situation où plusieurs choses sont probables. Premièrement, la guérilla qui s'est installée dans les régions pachtounes est là pour longtemps, elle a une histoire et une base sociale, notamment en raison de la marginalisation des Pachtounes dans le nouveau régime. Deuxièmement, les massacres de masse et le nettoyage ethnique à grande échelle – dont le Nord a fourni quelques exemples - deviennent probables en cas de

retrait américain. Enfin, l'Afghanistan se retrouve une fois de plus aux confins d'un système impérial, américain cette fois, et la guerre afghane s'inscrit dans une dimension plus large.

Bibliographie

ABOU ZAHAB, Mariam, et ROY, Olivier, *Réseaux islamiques*, Autrement, 2002

CANFIELD Robert L., SAHARANI M.N. (eds), *Revolutions and Rebellions in Afghanistan*, Berkeley Calif., University of California Press, 1984.

CENTLIVRES, Pierre, *Les Bouddhas d'Afghanistan*, Favre, 2001.

CENTLIVRES, Pierre, et CENTLIVRES-DEMONT, «Etat, islam et tribus face aux organisations internationales. Le cas d'Afghanistan », *Les Annales*, n°54, juillet-août 1999, pp. 945-967.

DORRONSORO, Gilles, *La révolution afghane, des communistes aux Taliban*, Karthala avril 2000.

« Les oulémas afghans », *Archives des sciences sociales des religions*, novembre 2001.

« La politique afghane du Pakistan et ses conséquences sur les provinces frontalières », *Etudes du CERI*, février 2002.

«Afghanistan après les Taliban », *Cultures et Conflits*, 2002.

“ L'aide humanitaire en Afghanistan ”, *Cultures et conflits*, automne 1993.

GHANI, Ashraf, MALEY, William, RASHID, Ahmed, ROY, Olivier, RUBIN, Barnett R., *Afghanistan: Reconstruction and Peacemaking in a Regional Framework*, 2000.

KAKAR, Hasan, *Government and Society in Afghanistan: the Reign of Amir Abddur Rahman Khan*, Austin Texas, University of Texas Press, 1979.

MALEY William (ed.), *Fundamentalism reborn ? Afghanistan and the Tâlebân*, London, Hurst, 1998.

The Afghans Wars, Palgrave, 2002.

MALIK Jamal, *Colonization of Islam. Dissolution of Traditional*

Institutions in Pakistan, Lahore, Vanguard Book, 1996.

MARSDEN Peter, *The Taliban. War, Religion and the New Order in Afghanistan*, London, New York, Zed Books, 1998.

MATINUDDIN Kamal, *The Afghan Phenomenon. Afghanistan 1994-1997*, Karachi/Oxford., Oxford University Press, 1999.

RASHID, Ahmet, *Taliban*, Tauris, 2000.

RUBIN, Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan*, New Haven CT, London, Yale University Press, 1995.

ROY, Olivier, *Les illusions du 11 septembre*, Paris, Seuil, 2002.

WALZER, Michael, *Guerres justes et injustes*, Belin, 1999.